



**Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de  
la Formation Professionnelle,  
FORCE OUVRIERE**

1, rue Sédillot – 67000 STRASBOURG

[fnecfpfostrasbourg@gmail.com](mailto:fnecfpfostrasbourg@gmail.com)

Tél : 06 17 33 61 57 et 06 31 08 76 78

**Déclaration des élus Force Ouvrière au CSASD-FS du jeudi 9 octobre 2025**

Monsieur le Directeur académique,

Mesdames et Messieurs les membres de la formation spécialisée du CSA du Bas-Rhin,

En ouverture de cette séance, la **FNEC FP-FO 67** tient à exprimer son soutien fraternel et solidaire à notre collègue agressée, à sa famille, ainsi qu'à l'ensemble des personnels et élèves du collège Robert Schuman de Benfeld, profondément marqués par ce drame.

Cette agression constitue une blessure grave, non seulement pour notre collègue, mais aussi pour toute la communauté éducative et pour l'École de la République. Elle ne peut être reléguée au rang de simple fait divers : elle doit être reconnue comme un signal d'alarme majeur sur l'état de la sécurité dans les établissements scolaires.

Pour la **FNEC FP-FO 67**, il est urgent que chacun prenne ses responsabilités et que l'institution réponde par des actes forts afin d'assurer la protection effective de tous les personnels. Aucun agent de l'Éducation nationale ne devrait partir travailler avec la crainte de ne pas être en sécurité sur son lieu de travail.

Le contexte politique actuel renforce ces inquiétudes. La **FNEC FP-FO** ne peut que redouter la poursuite d'une politique d'austérité qui, depuis des années, détruit les services publics et dégrade les conditions de travail.

Après les gouvernements Bayrou, Barnier, voici celui de Lecornu qui s'effondre. Tous ont incarné la même ligne : celle du président Macron, déterminé à imposer des politiques rejetées massivement par les travailleurs et la jeunesse.

Or, les mêmes causes produisent les mêmes effets :

- Le refus persistant d'écouter les aspirations exprimées dans les grèves et mobilisations massives depuis le 10 septembre ;

- Le refus d'abroger la réforme des retraites, pourtant rejetée par des millions de travailleurs ;
- Le refus d'augmenter le point d'indice, pendant que les aides aux entreprises deviennent le premier poste du budget de l'État (211 milliards d'euros par an) ;
- Les coupes budgétaires dans l'Enseignement, la Recherche, la Culture ou la Formation professionnelle, tandis que les dépenses militaires explosent (de 32 milliards en 2017 à 64 milliards d'euros prévus en 2027) ;
- Et enfin, la poursuite des contre-réformes qui fragilisent l'École publique et s'attaquent au statut de fonctionnaire.

Face à cette situation, **Force Ouvrière** réaffirme qu'il n'existe qu'une seule issue : la satisfaction des revendications portées par notre organisation :

- Abrogation de la réforme des retraites ;
- Fin de la politique belliciste et austéritaire ;
- Arrêt immédiat de toutes les contre-réformes en cours ;
- Augmentation générale des salaires et des pensions.

S'agissant de la rentrée dans notre département, nos collègues sont eux aussi confrontés à une forte incertitude qui génère des risques psychosociaux importants et dégrade leurs conditions de travail.

Auront-ils un remplaçant en cas de maladie, de convocation médicale, ou lorsqu'ils exercent leur droit à la formation syndicale ?

Ou devront-ils encore subir la culpabilité de désorganiser leur école ou de pénaliser leurs collègues, dans un contexte où les remplaçants manquent cruellement — et où la nouvelle procédure via Colibris fait peser une pression supplémentaire sur les absences et les directions ?

Même question pour les AESH, dont le manque criant empêche de garantir l'accompagnement des élèves en situation de handicap. Les enseignants se retrouvent souvent seuls face à des situations lourdes, en porte-à-faux avec leurs obligations de sécurité, parce que l'administration leur répond que « tous les AESH disponibles sont déjà affectés ».

Nous constatons aussi une désorganisation croissante au sein des services, avec une hétérogénéité préoccupante des consignes hiérarchiques et des délais de traitement :

- Double liste publiée de promotion à la hors-classe dans le premier degré ;
- Attente interminable des appréciations finales de rendez-vous de carrière ;

- Formations Evars placées de manière arbitraire, parfois en dehors du cadre réglementaire des 18 heures statutaires ;
- Retards scandaleux dans le traitement des dossiers d'accident du travail, laissant certains collègues dans la précarité, contraints de suspendre leur suivi psychologique;
- Retard récurrent dans le versement de la prime REP pour les AESH à chaque rentrée.
- Propositions tardives d'avenants aux contrats pour la pause méridienne entraînant une insécurité pour les personnels AESH déjà précaires ainsi qu'une baisse de rémunération, les contrats proposés étant trop souvent inférieurs à ceux de l'an passé.
- Flux d'élèves affectés par vos services dans une ULIS ou un dispositif médico-social qui sont finalement scolarisés dans leur école de secteur du fait de la réduction de la prise en charge des taxis par la CEA. La **FNEC FP-FO 67** souhaiterait d'ailleurs un retour chiffré concernant ce phénomène qui a dû être quantifié par vos services après six semaines de classe.

Ces dysfonctionnements sont la conséquence directe d'un épuisement des moyens humains dans les services administratifs. Ils ont des répercussions concrètes et lourdes sur les personnels, enseignants comme AESH, et participent à la dégradation générale du climat de travail dans notre département.

Monsieur le Directeur académique, la **FNEC FP-FO 67** vous demande de prendre la pleine mesure de ces constats.

Les personnels de l'Éducation nationale attendent de leur hiérarchie des actes concrets, une parole claire et une reconnaissance réelle de leurs difficultés.

Nous appelons à des réponses immédiates et précises, tant sur la question de la sécurité que sur celles des remplacements, de l'accompagnement des élèves en situation de handicap, et du fonctionnement des services.

La confiance des personnels ne se décrète pas : elle se reconstruit par le respect, l'écoute et des décisions à la hauteur des enjeux.

Pour la **FNEC FP-FO**,  
Audrey LAGES et Jacques POUSSE